



Bulletin sur les moyens d'existence en forêt

Pétrole, macroéconomie et forêts : leçons pour l'Afrique Centrale

Points clés

- L'exploitation du pétrole dans les forêts tropicales exige des défrichages de certaines zones, mais cet effet direct semble être mineur par comparaison aux zones des forêts que les bénéfices du pétrole et des minerais peuvent potentiellement sauver à travers des effets macroéconomiques.
- L'impact net de l'augmentation de la production du pétrole dans les tropiques serait probablement la réduction de la déforestation. La production du pétrole peut être bénéfique à la forêt, plutôt que d'être une menace lorsqu'elle est faite de manière responsable en tenant compte de l'environnement.
- Cet effet surprenant n'a aucun rapport avec les caractéristiques physiques du pétrole, mais il concerne les recettes des échanges extérieurs provenant de la vente du pétrole et de sources similaires de haute valeur telles que l'exportation des minerais, du gaz, des paiements des travailleurs à partir de l'étranger et de l'investissement étranger direct. Ces flux de capitaux réduisent fondamentalement les pressions sur les forêts en freinant l'expansion de l'agriculture et l'exploitation du bois d'œuvre.
- Ces booms des exportations ont des effets macroéconomiques puissants ayant un intérêt global appelé souvent le "Syndrome Néerlandais". Leur effet sur les forêts dépend des réponses clés en matière de politique intérieure telles que la gestion des taux de change, la politique en matière de commerce, l'emploi au niveau du secteur public, les subventions agricoles et la construction des routes.
- Les politiques extra-sectorielles et non forestières ont souvent des impacts plus grands sur les forêts que les politiques forestières traditionnelles qui visent directement à réglementer l'utilisation des ressources forestières. Le Gabon est un exemple où le Syndrome Néerlandais et les politiques de développement sont liés pour promouvoir la conservation des forêts - principalement de manière involontaire mais énergique.
- L'impact inverse d'une baisse de la production du pétrole, c'est à dire les flux de capitaux réduits, les réductions fiscales, la dévaluation brusque de la monnaie et une crise économique urbaine sévère peut avoir des impacts dramatiques de déforestation. Cette situation peut ramener les agriculteurs dans les vastes zones en campagne où ils doivent reconverter les forêts en zones agricoles. La situation du Cameroun après sa crise en 1986 est un bel exemple.
- Face à une chute brusque et durable de ses revenus pétroliers exceptionnellement élevés, le Gabon est sur le bord d'une baisse économique. Ce bulletin présente des options pour aider le Gabon à s'adapter à la post période pétrolière en faisant des choix appropriés de politique économique sans sacrifier son patrimoine forestier naturel. Ces options des politiques ont beaucoup d'avantages pour les autres pays exportateurs de pétrole et de minerais, particulièrement en Afrique Centrale.

Comment un boom pétrolier ou minéralier affecte les forêts ?

Au cours des deux dernières décennies, la déforestation tropicale rapide accompagnée par une perte de la diversité biologique ont constitué une préoccupation mondiale majeure. Pourtant, il est de plus en plus clair que ce qui se passe à l'intérieur des forêts et du secteur forestier n'est qu'une partie infime des causes de la perte rapide des forêts. Souvent, des facteurs externes et sous-jacents, particulièrement dans le domaine macroéconomique, jouent un rôle important dans le déclenchement des changements de l'utilisation des terres. Un boom pétrolier constitue un de ces facteurs particulièrement puissants.

Le mécanisme causal fonctionnel est le suivant. L'Etat commence à dépenser les revenus inattendus provenant du pétrole et des minerais pour les services publics, l'emploi et les projets d'investissement. Cela accroît le revenu national, les coûts de la main d'œuvre, l'inflation et les taux de change. Les pays pétroliers et minéraliers deviennent simplement des économies chères. C'est ce que les économistes appellent le "Syndrome Néerlandais", lorsqu'ils se réfèrent aux expériences des Pays-Bas dans l'exportation du gaz naturel dans les années 1960 et 1970. Ce système favorise l'urbanisation à cause de l'expansion des services urbains (constructions, restaurants, etc.) et les dépenses du secteur public urbain supportées par les ressources de l'Etat.

D'autre part, les secteurs économiques ruraux qui sont largement exposés à la concurrence étrangère, tels que l'agriculture et la foresterie, perdent la concurrence des prix et les parts de

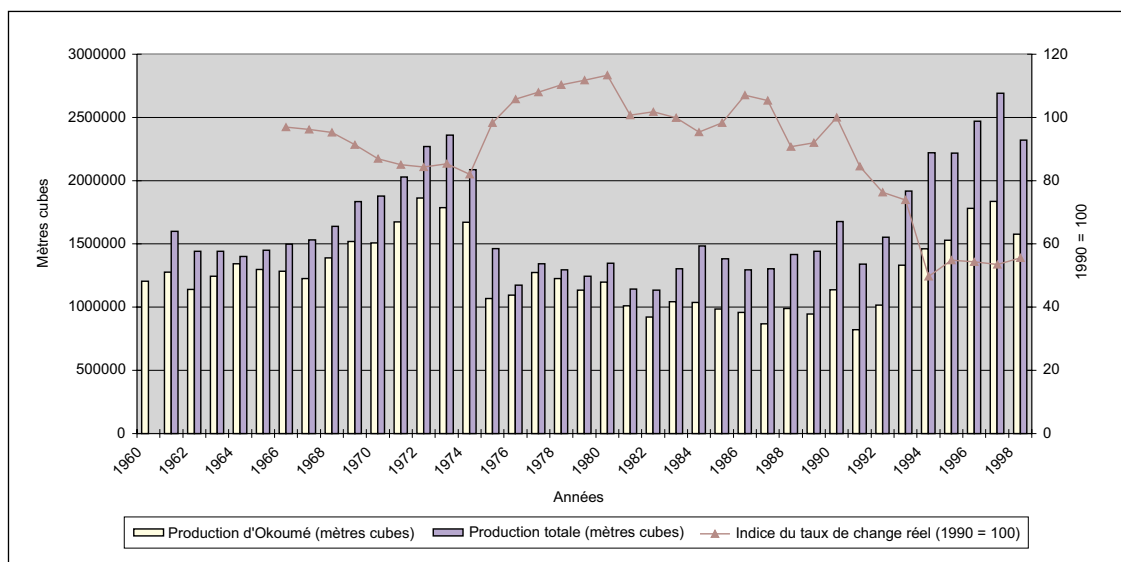
marché. Ils sont ainsi envahis par le boom en termes absolus ou relatifs. Le graphique 1 montre comment la production du bois au Gabon, particulièrement les exportations, ont été historiquement affectées pendant les périodes de faible concurrence, tel qu'indiqué par un indice apprécié du taux de change réel. Mais la baisse de la foresterie et de l'agriculture a présenté des avantages pour les forêts. Au moment où les gens quittent les zones rurales en stagnation pour les villes croissantes, la pression sur les forêts pour des besoins agricoles (déforestation) et pour l'exploitation intensive des produits forestiers (dégradation des forêts) a tendance à décroître. Le phénomène de la déforestation subit alors un ralentissement. Dans certains cas, il subit une situation inverse où des zones agricoles abandonnées redeviennent des forêts.

Cela est-il important ?

Une étude menée par CIFOR a montré que près de la moitié de la superficie des forêts tropicales qui restent dans le monde se trouve concentrée dans 24 pays reconnus comme des exportateurs spécialisés de pétrole et de minerais. Ces pays sont en train de perdre de grandes forêts restantes à un rythme sensiblement plus lent que d'autres pays tropicaux. En d'autres termes, l'impact macro-économique du pétrole et d'autres minerais sont des facteurs importants protecteurs des forêts à l'échelle des tropiques.

Dans une deuxième étude comparative de pays², CIFOR a porté une attention particulière sur les pays tropicaux riches en pétrole tels que le Cameroun, l'Equateur, le Gabon, la Nouvelle Guinée Papua et le Venezuela, et a mené des études supplémentaires sur l'Indonésie, le Mexique

Graphique 1 : Production du bois et taux de change réel, 1960-98. Historiquement, les périodes d'un taux de change apprécié et la baisse de concurrence des prix ont coïncidé avec une baisse des niveaux de production de bois au Gabon.





et le Nigéria. Dans deux des huit pays (le Gabon et le Venezuela), les périodes de revenus élevés de pétrole ont largement coïncidé avec une expansion significative des forêts naturelles nationales sur des sols agricoles abandonnés. Dans les cinq autres pays (Cameroun, la Nouvelle Guinée Papua, le Mexique, le Nigéria et l'Indonésie) nous avons trouvé que les richesses pétrolières n'arrêteraient pas entièrement la déforestation, mais la perte des forêts a été ralentie de manière significative pendant les périodes du boom pétrolier et a été accélérée pendant la crise économique. L'hypothèse des "forêts protégées par le pétrole" a été alors confirmée en termes relatifs en marge d'autres facteurs de pertes de forêts. Un seul pays (l'Équateur) a montré des preuves en contraste direct, c'est à dire que la déforestation a été accélérée par la richesse pétrolière due à des réponses politiques nationales spécifiques.

Le cas du Gabon

CIFOR a mené une étude plus détaillée sur le Gabon parce qu'il est l'un des pays qui peut mieux illustrer l'effet du pétrole sur les forêts.³ Grâce au pétrole, le Gabon a le deuxième revenu le plus élevé par habitant en Afrique sub-saharienne. Grâce au pétrole, le Gabon a connu une croissance rapide dans les domaines de l'emploi public, des salaires, des infrastructures urbaines et des transports. Cela a causé un exode rural massif vers les centres urbains, particulièrement de jeunes gens en âge de travailler. Bien que l'urbanisation ait causé une certaine déforestation péri-urbaine, l'utilisation des terres rurales ayant un effet protecteur des forêts s'est accrue. Et une personne âgée d'un village a fait la remarque suivante : "Personne ne vit ici encore. Les jeunes sont partis, et les éléphants et les gorilles se déplacent librement à travers nos jardins en détruisant le peu de récoltes que nous produisons pour manger".

Ceci est une lamentation courante en zone rurale du Gabon. La perte de la concurrence dans le domaine de l'agriculture a été une bénédiction

pour les forêts. Plus de 80% du pays se trouvent toujours dans la forêt tropicale. Bien que l'existence de cette grande forêt soit aussi due à la faible densité de la population du Gabon, *la tendance générale* est étroitement liée au pétrole : malgré l'accroissement de la population de près de 3%, la couverture forestière a probablement connu *une légère augmentation* au cours des trois dernières décennies.

Malheureusement, les gisements de pétrole du Gabon sont en train d'être épuisés. Au pire, il pourrait y avoir une baisse sérieuse au cours des 5-10 prochaines années ; au mieux, cela pourrait arriver dans 15 ans. D'autres ressources naturelles non renouvelables et sources de revenus, telles que le gaz naturel et l'or, pourraient partiellement combler le fossé. Certaines ressources renouvelables, telles que le bois et les produits de pêche, peuvent aussi être gérées de manière plus intensive. Mais, il est presque certain que même l'ensemble de toutes ces options ne peut pas entièrement combler la perte des énormes revenus pétroliers. Le Gabon deviendra alors une économie moins riche, moins chère, et moins basée sur les ressources générant de hauts revenus.

Certains secteurs à valeur ajoutée pourraient énormément bénéficier de cette situation, mais le manque général d'entrepreneuriat, la faible compétence, le coût de la main d'œuvre élevé et les infrastructures en détérioration, constituent de sérieux obstacles. Les options les plus probables seraient rurales : la reprise des cultures d'exportation (par exemple le cacao et le café), des cultures intensives à haute valeur pour la consommation urbaine (légumineuses, fruits), et le recours à l'exploitation des ressources forestières et à la culture vivrière sur brûlis. Si l'agriculture sur brûlis devient une réponse par défaut à la crise économique, le processus de la "re-ruralisation" occuperait plus de terres et exigerait beaucoup de déboisement. L'impact sur la forêt serait beaucoup moins sévère qu'au Nigéria et au Cameroun (après 1986), à cause de la faible taille et densité de la population du Gabon.

Mais les changements seraient semblables : les gens qui n'ont aucune option d'emploi rechercheront davantage les nutriments forestiers à travers la culture sur brûlis pour leur survie.

Quelles sont les options politiques pour «l'après pétrole» au Gabon ?

L'adaptation à la baisse des richesses pétrolières causera nécessairement une certaine expansion des terres agricoles et la perte des forêts afin de satisfaire les besoins de la population. Mais le rapport entre la déforestation et le bien-être social - la quantité de forêts à sacrifier pour réduire la crise économique - variera énormément entre des orientations de développement sélectionnées. Nous faisons les huit recommandations suivantes pour établir un équilibre solide entre les préoccupations économiques et environnementales. Certaines de ces recommandations sont valables pour le Gabon seul, mais beaucoup sont pertinentes dans d'autres pays, particulièrement l'Afrique Centrale dont les secteurs d'exportation de minerais et la production des cultures vivrières prédominent.

1. *Stabiliser l'économie urbaine* : les réformes économiques, la transparence et la libération de l'économie urbaine peuvent aider à préserver l'emploi urbain - et ainsi aider à éviter une migration rurale massive aux dépens des forêts.
2. *Réduire la dette extérieure* : la dette deviendra ingérable une fois que les revenus pétroliers seront réduits, et introduira ainsi une grande pression économique sur l'exportation des ressources naturelles (bois, cultures de rente, etc.).
3. *Développer des sources de revenus alternatives* : les environnementalistes doivent soutenir plutôt que de s'opposer à l'exploration des ressources non renouvelables novatrices (par exemple, l'or, le gaz), car de nouveaux revenus pourraient aider à contrecarrer la "re-ruralisation".

4. *Limiter la déforestation spatialement* : Les actions importantes à entreprendre sont la mise en œuvre des priorités de conservation spatiale, la restriction de la déforestation à accès ouvert, ainsi que la priorité donnée à l'amélioration de l'état des routes - et non à la construction de nouveaux axes routiers.
5. *Maintenir une politique commerciale libérale* : continuer à autoriser les importations de blé, de riz et de viande sans établir des barrières de commerce pour renforcer la protection de l'agriculture domestique inefficace, ce qui pourrait sensiblement renforcer la déforestation.
6. *Accepter l'expansion des cultures de rente* : il est nécessaire d'avoir de nouvelles sources d'échange extérieur et d'emploi. Les cultures de rente, telles que la café et le cacao, sont plus intensives et mieux adaptés aux forêts que les cultures sur brûlis.
7. *Les réformes du secteur du bois* : augmenter les taxes du bois pour obtenir des valeurs plus élevées et réduire l'exploitation du bois jusqu'à des niveaux durables, ce qui permettra de réduire les pressions de la dégradation forestière.
8. *Consolider les zones protégées* : renforcer la douzaine des parcs nationaux créés en 2002 dont beaucoup sont destinés à l'écotourisme de luxe, mais les allier aussi aux concessions de conservation pour permettre des transferts privés directs dans le cadre de la conservation des forêts.

Notes

¹ Sunderlin, W. et S. Wunder 2000. "The influence of mineral exports on the variability of tropical deforestation", *Environmental and Development Economics*, vol. 5, juillet, pp. 309-32.

² Wunder S. 2003. *Oil wealth and the fate of the forest. A comparative study of eight tropical countries*, Londres : Routledge, ISBN 0-415-27867-80 (pp. 432).

³ Wunder S. 2003a. "Quand le Syndrome Néerlandais rencontre la French Connection : pétrole, macroéconomie et forêts au Gabon", Bogor : CIFOR et

Ce document a été élaboré par Sven Wunder (s.wunder@cgiar.org), avec la contribution des collègues du Programme de Moyens d'Existence en Forêt de CIFOR. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et pas nécessairement celles de CIFOR.



Forests and Livelihood Program, CIFOR
Office: Jalan CIFOR, Situ Gede, Sindang Barang, Bogor Barat 16680, Indonesia. Mailing: P.O. Box. 6596 JKPWB, Jakarta 10065, Indonesia

Tel: +62(251) 622 622 Fax: +62(251) 622 100
E-mail: cifor@cgiar.org Website: www.cifor.cgiar.org
Photos by: Caltex, Indonesia and E. Dounias

